



Projet d'Appui à la prévention et à la réponse aux violences sexuelles en République Centrafricaine



RAPPORT MISSION ETAT DES LIEUX PAOUA



1. Introduction

Dans le cadre du démarrage des activités du projet d'Appui de l'Union Africaine à la Prévention et à la Réponse aux violences sexuelles en République Centrafricaine, il a été réalisé une mission d'évaluation d'une équipe conjointe Médecins d'Afrique- Union Africaine dans la Sous-Préfecture de Paoua, Préfecture de Ouham Pende. Ceci, dans le souci d'une meilleure contextualisation du projet avant sa mise en œuvre effective.

2. Objectif général

Assurer une évaluation de la situation humanitaire à PAOUA pour une intervention dans la prévention et la prise en charge des victimes des SGBV.

2. Objectifs spécifiques

1. Evaluer les structures sanitaires de la zone ;
2. Réaliser la cartographie des acteurs locaux et autres intervenants sur SGBV ;
3. Evaluer les capacités des entreprises locales pour la réalisation d'une réhabilitation d'une structure sanitaire ;
4. Evaluer les possibilités d'implantation d'une base MDA dans ladite zone ;
5. Réaliser un état de lieu de la situation sécuritaire de PAOUA et ses environs.

3. Résultats attendus

1. Les structures sanitaires de la zone sont évaluées ;
2. Une cartographie des acteurs locaux et autres intervenant sur SGBV est faite et actualisée en fin de mission ;
3. Un répertoire avec expérience et capacité de chaque entreprise locale est produit ;
4. Les possibilités d'implantation d'une base MDA dans la zone sont étudiées ;
5. Les procédures sécuritaires internes de PAOUA sont mises en place.

4. Méthodologie

Cette mission a été réalisée du 25 au 29 Novembre 2014 par une équipe de 4 personnes (2 de MDA et 2 de l'UA). Afin d'atteindre les objectifs de la mission, la méthodologie suivante a été suivie par l'équipe:

- Contact avec les autorités administratives, militaires et sanitaires ;
- Evaluation technique de la situation sanitaire avec la grille MIRA révisée ;
- Revue documentaire de la zone ;
- Echange et discussion avec les acteurs locaux (Leaders d'opinion, RECO, OBC et ONG locales) ;
- Echanges et discussions avec les bénéficiaires ;
- Analyse des risques sécuritaires et suivi du contexte ;
- Elaboration et publication du rapport de la mission.

5. Déroulement de la Mission

5.1. Chronogramme de la mission

Activités	J-15	J-7	J1	J2	J3	J4	J5
Déploiement de l'équipe internationale MDA a Bangui							
Elaboration des TdR							
Réservation des vols							
Arrivée a Paoua et présentation des civilités et briefing sécurité MINUSCA							
Evaluation technique de la situation sanitaire avec la grille mira révisée							
Evaluation des capacités des entreprises locales et des possibilités d'implantation d'une base MDA dans la zone							
Echanges et discussions avec les acteurs locaux (Leaders d'opinion, RECO, OBC et ONG locales)							
Retour Bangui							
Elaboration et publication rapport							

5.2. Evaluation des structures sanitaires de la zone

Trois structures sanitaires présentes dans la ville ont été visitées par l'équipe, à savoir : Hôpital sous préfectoral de PAOUA, CS urbain de PAOUA et CS Catholique de PAOUA. Les spécificités suivantes caractérisent chaque structure :

HGR de Paoua

Informations générales : l'Hôpital général de référence étatique est appuyé par MSF France depuis plus de 8 ans avec un paquet d'activités de Soins de Santé Primaires complet. Il présente un accès physique facile (2 km du centre ville) ; les consultations restent gratuites pour les enfants de 0 à 5 ans et les personnes vulnérables. Aucun service de santé communautaire n'est disponible dans cet hôpital. Les services suivants y sont disponibles : médecine interne, chirurgie, pédiatrie et gynéco-obstétrique. Cet hôpital a une capacité 20 lits d'hospitalisation.

Ressources : L'hôpital dispose de 9 médecins, plus de 40 para-médicaux (infirmiers, sage-femmes, techniciens de laboratoire, hygiénistes et techniciens de surface). Des médicaments, vaccins et fournitures essentiels sont disponibles.

Informations complémentaires : une prise en charge médicale des victimes des violences sexuelles est assurée, mais les données ne sont pas disponibles.

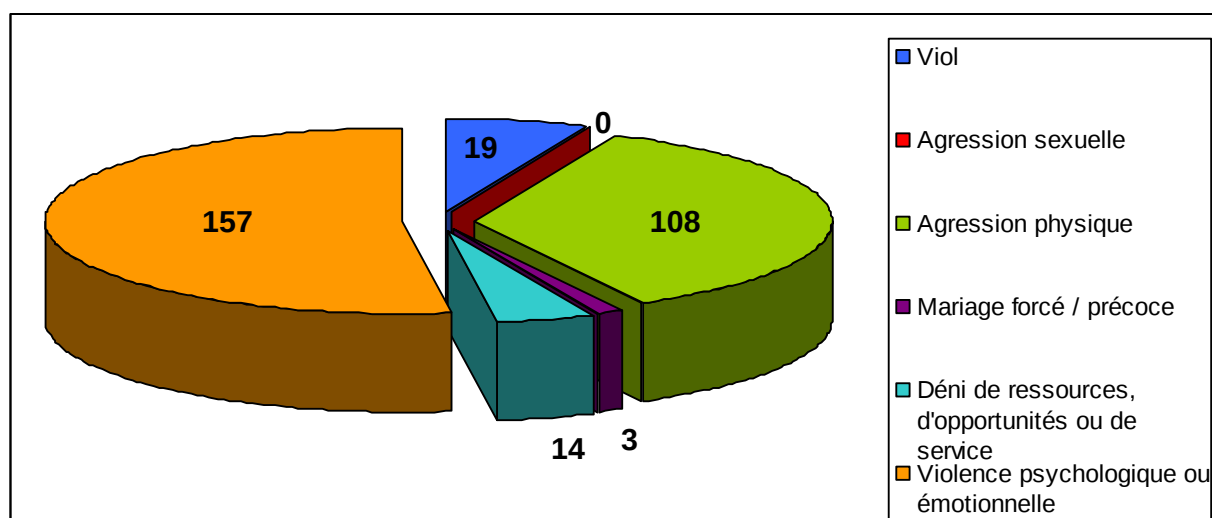
CS Urbain de PAOUA

Informations générales : Ce CS est situé au cœur de la ville avec une accessibilité facile aux populations. Le centre bénéficie d'un appui en médicaments pour la prise en charge gratuite des enfants de moins de 5 ans et de l'achat des performances du personnel soignant en ce qui concerne la rémunération par MSF-France. Un comité de gestion a été mis en place pour la gestion du centre avec un système de recouvrement des coûts symbolique de 100 FCFA par consultation. Le centre reste un site de délivrance des soins temporaires. Une bonne partie de la structure matérielle a été endommagée : bâtiment (dommage partiel), équipements (dommage partiel) et les réserves en fournitures médicales ont été endommagées totalement. La structure de référence la plus proche est le HGR de Paoua, situé à 2 km du CS, mais aucun moyen de transport destiné à cette activité n'est disponible. Les services de santé communautaire sont fournis par un seul RECO formé par l'UNICEF et ponctuellement par les secouristes de la Croix Rouge.

PEC des VVS : La structure reçoit des VVS venant d'eux-mêmes ou référés par DRC pour une prise en charge médicale, alors qu'aucun intrant n'est disponible et un personnel non qualifié pour ladite activité. D'autre part, l'Assistant Sanitaire Diplômé d'Etat disponible essaie de réaliser des simples conseils aux victimes reçues.

Concernant la PEC psychosociale de VVS, DRC est le seul partenaire dans la Sous-Préfecture évoluant dans le domaine de la protection et travaille en collaboration avec MSF-France et Save the Children. Le travail de sensibilisation au niveau de la communauté est fait par un seul agent psychosocial pour toute la sous préfecture, secondé temporairement par des moniteurs. Une fois les victimes informées, un seul point d'écoute érigé à Paoua est disponible, pour conseil et orientation des malades. Le volet juridique reste faiblement implémenté car il se limite à la médiation et la réconciliation. Le paquet des activités psychosociales est appuyé par des AGR. Il n'existe aucun système coordonné de référence et contre-référence. Les outils de collecte des données ne sont pas standardisés.

Le graphique ci-dessous retrace les statistiques des incidents de protection enregistrés par DRC à Paoua d'Avril à Novembre 2014 :



Ressources : Ce CS dispose d'un Assistant Sanitaire Diplômé d'Etat et de 7 secouristes non qualifiés utilisés comme para-médicaux (aide infirmiers, matrone, techniciens de laboratoire, hygiéniste et technicien de surface). Quelques médicaments de bases, vaccins et fournitures essentiels sont parfois

disponibles. Le centre dispose de deux boîtes de consultation, une salle d'observation de quatre lits, une salle de PEV avec frigo à pétrole fonctionnel, une petite pharmacie et un laboratoire.

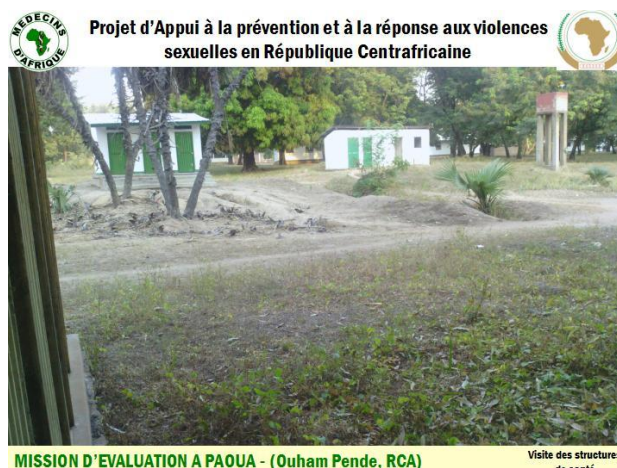
Infrastructures hospitalières : le CS est un ancien hôpital construit par les Allemands et pillé depuis 2003, seuls 2 bâtiments sur 7 sont semi-opérationnels. Le reste des bâtiments délabrés sont en structure métallique encore récupérable (toitures et pavement en bonne état). Un château d'eau non fonctionnel existe avec un puits, aucune source d'énergie considérable n'est disponible et la concession hospitalière reste insécurisée car n'ayant pas de clôture. Sa proximité avec la base MINUSCA est un atout sur le plan sécuritaire pour le centre.

CS catholique de PAOUA

Informations générales : Centre de santé privé conventionné avec un service de consultation ambulatoire. Il présente un accès physique facile (1,5 km du centre ville) ; les consultations sont payantes pour tout le monde. Aucun service de santé communautaire n'est disponible. Il y a un box de consultation, un local pour les examens de laboratoire simples (goutte épaisse, urines et selles directes), une salle d'observation et une petite pharmacie communautaire en rupture de médicaments.

Ressources : Ce centre dispose d'un infirmier assistant et de 3 secouristes non qualifiés (matrone, gestionnaire de la pharmacie et gardien). Des médicaments, vaccins et fournitures essentiels ne sont pas disponibles. La gestion administrative et financière est assurée par le curé de la paroisse.

Informations complémentaires : Aucune prise en charge médicale des victimes des violences sexuelle n'est assurée dans ce centre.



5.3. Réaliser la cartographie des acteurs locaux et autres intervenants sur SGBV

Dans sa stratégie de mise en œuvre, MDA prévoit renforcer les capacités des acteurs locaux afin d'assurer la préparation d'une résilience communautaire sur la prévention et la prise en charge des SGBV. C'est ainsi, lors de cette mission il était prévu une identification des acteurs locaux œuvrant dans le SGBV et autres activités connexes à cette thématique. Une réunion présidée par le sous préfet de Paoua a été tenue dans la salle de la mairie de Paoua. Elle a connu la présence de 35 participants, dont les leaders des mouvements communautaires, les RECO, le Pasteur, le Curé, l'Imam, des représentants de la Gendarmerie et de la Police. Après présentation de l'esprit, de la philosophie et du projet MDA / UA, l'orateur MDA avait présenté la nécessité d'implication des acteurs locaux dans ledit projet. Un mécanisme de capacitation de ces acteurs sera mis en place commençant par les formations, l'analyse institutionnelle de chaque structure et l'implication de certaines ONG locales dans les activités de prévention, écoute et orientation des bénéficiaires du projet.



5.4. Evaluation des capacités des entreprises locales pour la réalisation d'une réhabilitation d'une structure sanitaire

Afin de procéder à une réhabilitation d'une structure sanitaire étatique qui abritera le site de PEC médicale, psychologique et sociale, il était important d'évaluer les capacités des entreprises locales qui sont considérées comme potentiels soumissionnaires de l'appel d'offre qui sera lancé. Suite à un entretien et échange avec une entreprise de la place avec expérience avec des ONG dans ce type de travaux, les informations résumées dans le tableau ci-dessous ont été collectées :

Entreprise	Commentaires	Recommandations
Disponibilité des entreprises	Dans Paoua existent certaines petites entreprises ayant déjà exécuté des travaux de construction / réhabilitation avec d'autres ONG de la place.	Impliquer ces entreprises dans le processus d'appel d'offre.
Disponibilité des documents administratifs - Attestation de situation fiscale et quitus fiscal - Références bancaires (n° de compte) - Copie certifiée conforme de la carte professionnelle - Certificat d'assurance de responsabilité civile de chef d'entreprise	Beaucoup ne disposent pas de documents administratifs et œuvrent dans l'informel. D'après les informations collectées, cette situation semble être la même pour la plupart des petites entreprises du pays, cela s'explique par la faible structuration de l'Etat.	Demander aux entreprises n'ayant pas de papier de trouver au moins le minimum. Associer les autorités de la place pour une reconnaissance de l'entreprise avant la signature du contrat.
Spécialité de l'entreprise - Maçonnerie, charpente, électricité, plomberie et sanitaires, plâtrerie et plafonds suspendus, menuiserie intérieure et peinture	Ces mini entreprises font un peu de tout	Une assistance et un suivi technique s'avère important dans la réalisation des travaux avec les entreprises locales. Vu la complexité technique de certains domaines de la construction, le choix des ouvrages et méthodes simples reste souhaitable.
Expérience de l'entreprise dans la construction - références des travaux similaires réalisés avec copies des certificats de réception (minimum 2, maximum 5)	L'entreprise rencontrée nous avait présentée les certificats délivrés par d'autres ONG après prestation.	Si une entreprise locale est sélectionnée pour la réalisation des travaux de réhabilitation dans le projet, il est conseillé de vérifier les références de cette entreprise auprès de ces ONG.
Capacité financières et Logistiques - Check du matériel de la société (bétonnière...)	L'entreprise visitée dispose des petits matériels utiles dans un chantier de taille moyen et affirme avoir des capacités de préfinancement en cas de souci de trésorerie de la part du maître d'ouvrage.	Vérifier la capacité financière de l'entreprise sur des bases fiables et non verbales.
Ressources humaines disponibles - liste du personnel qualifié et nombre des effectifs de la société	Une liste avec fonction du personnel engagé dans les travaux des marchés déjà obtenus par l'entreprise était disponible.	La vérification du nombre et des compétences du personnel engagé dans les réhabilitations sera importante pour garantir un meilleur rendement des travaux.

Dispositions sécuritaires de l'entreprise dans la gestion d'un chantier.	Le sondage des dispositions sécuritaires dans le suivi d'un chantier est faible.	Clarifier dans le cahier de charge des réhabilitations les grandes lignes des obligations sécuritaires et responsabiliser le prestataire.
Quels sont les enjeux autour de la construction dans la zone (social, politique, économique, logistique?)	La plus part des locaux se trouvant dans la localité de Paoua ont été construit par des autochtones, une main d'œuvre moyennement qualifiée est disponible, pendant les périodes de crise, les principales contraintes sont : difficulté d'approvisionnement et sécurité des stocks.	Les achats groupés sont recommandés et la réalisation d'une bonne analyse et veille du contexte géopolitique est conseillée. Faire une bonne planification de la réalisation des travaux
Sonder la capacité de l'entreprise sur le suivi et la gestion du chantier	L'exposé du chef d'entreprise sur le suivi du chantier était acceptable.	Mettre à la disposition de l'entrepreneur des outils de gestion selon les attentes du maître d'ouvrage.

5.4. Evaluation des possibilités d'implantation d'une base MDA dans ladite zone

Pour l'implantation d'une base bureau/vie de MDA dans Paoua, une évaluation logistique était faite dont le résumé des informations sont inscrit dans le tableau ci-dessous :

Questions	Réponse	Recommandations
<i>Achat</i>		
Existence des fournisseurs / Magasin / Type des marchandises disponibles dans la localité / zone	Il existe des fournisseurs pour les produits de première nécessité et matériaux de construction	Réaliser des achats ailleurs pour les équipements techniques. Réaliser le maximum des achats importants sur Bangui.
Conformité des factures	Les fournisseurs de la place disposent des factures mais qui ne répondent pas parfois aux normes comptables	Privilégier les achats aux fournisseurs ayant des factures acceptables.
Provenance des marchandises	La plus part des marchandises vendues dans la zone proviennent du Cameroun, de Bangui et du Tchad	
<i>Stockage</i>		
Disponibilité des entrepôts et capacité de stockage	Le PAM dispose des lieux de stockage parfois mis à la disposition des partenaires sous validation du PAM Bangui	Faire une demande au PAM en cas de besoin. Faire attention pour le stockage des médicaments par rapport à la chaleur dans les entrepôts du PAM. Prévoir un petit stock dans la base vie / bureau de MDA Paoua.
Sécurité des lieux de stockage	Le site de stockage du PAM est un lieu bien sécurisé	
<i>Transport</i>		

Disponibilité des transporteurs locaux	Le principal moyen de transport est la moto, la plus part des ONG disposent des moyens roulants tout terrain pour le transport des matériels et personnel. Il est possible de réaliser à Paoua la location des camions et véhicule, ce pendant l'offre reste très limité. Les ONG ont accès au fret ave les vols UNHAS	Disposer des véhicules tout terrain pour la mise œuvre du projet. Connaître les coûts et autres conditions des cargos dans les vols PAM
Ce faire une idée sur les couts de location dans la zone	Location Toyota 4x4 double cabine a 60 000 Frs la journée	Disposer des véhicules tout terrain pour la mise œuvre du projet.
<i>Location des maisons</i>		
Sonder les coûts de location immobilière	Nous avons visité près de 4 maisons pouvant abriter la base de MDA dans PAOUA	Privilégier les maisons proches de la MINUSCA
Disponibilité des Mobiliers et équipements	Possibilité de fabrication sur place	Lancer la commande au moment opportun
Sécurité des locaux	Aucune société de gardiennage n'est présente dans la zone, pour la sécurité des locaux, les ONG recrutent leurs propres gardiens et les forment.	Recruter et former des gardiens pour la protection des locaux MDA dans Paoua.
Contact et Pistes de location	Des personnes ressources locales ont été identifiées pour la location des maisons	Prendre contact avec eux au moment opportun
<i>Energie</i>		
Eau	Aucun réseau d'eau n'est disponible	Utilisation d'un puits
Electricité	Aucun réseau électrique n'est disponible	Utilisation d'un générateur
<i>Maintenance</i>		
Disponibilité de la main d'œuvre technique (informaticien, mécanicien et autre	Il existe des ressources qualifiées mais très souvent rattachées à des structures qui les emploient	La collaboration entre acteur humanitaire peu aidé à résoudre certains problèmes techniques. Louer les services disponibles

5.5. Réaliser un état de lieu de la situation sécuritaire de PAOUA et ses environs

Questions	Commentaires	Recommandations
Bref contexte géopolitique de la localité/zone	La préfecture de l'Ouham-Pende comprend 6 sous préfectures dont Paoua avec une population d'environ 300 000 habitants, des activités de groupes armes structures (RJ et factions dissidentes, ex Seleka) ou non structurés (Peuls présumés armés, braqueurs de routes, Anti-Balaka) sont rapport dans Paoua (villages frontaliers au Nord de Paoua et sur l'axe Paoua-Bangui-Bozoum). Les maisons des civils sont souvent incendiées, leurs biens détruits ou pillés suite à des attaques, et les saisons culturelles souvent compromises. En plus, l'absence générale des forces de défense et de sécurité (Police, Gendarmerie, autorités judiciaire) dans toute la préfecture expose la population sans défense a la merci des attaques et des représailles des groupes armés. Bien	Suivi permanent du contexte sécuritaire de la zone

	que présents dans la sous préfecture, les forces de défenses et de sécurité nationale éprouvent un sérieux problème en effectif (Un commandant de Brigade de la Gendarmerie avec 4 Auxiliaires pour Paoua) et de personnel qualifié. Dans ce contexte, beaucoup de problèmes de protection sont rapportés (Viols collectifs et des violences basées sur le genre, des cas de vindicte populaire, pillages et destructions des biens, populations a risque sous menace notamment des peuls...), cela occasionne des déplacements répétés des populations. La présence de la MISCA transformée en MINUSCA donne une lueur d'espoir pour la restauration de l'autorité de l'Etat. Quant à la situation humanitaire, elle est caractérisée principalement par l'insécurité alimentaire, avec une tendance de malnutrition, inquiétante, sur le plan éducation, 43% des enfants de la sous préfecture n'ont pas eu accès au cours en 2014. Les besoins en NFIs consécutifs aux déplacements des populations et aux incendies des maisons, les VVS et autres groupes à risque constituent un besoin en protection et l'appui aux structures sanitaires dans les zones affectées et la question de l'identification et réinsertion des enfants associés aux groupes et forces.	
Les risques majeurs de la localité/zone	Parmi les risques majeurs que représente la zone en termes de sécurité nous pourrions citer : • Le phénomène de transhumance en saison sèche créant très souvent des conflits entre autochtones et éleveurs en recherche des pâturages, • Banditisme urbain par des groupes armés, • Conflits ethniques entre Tali et Kaba • Conflits religieux en représailles des attaques liés aux transhumances	Strict respect des règles internes de sécurité à MDA pour le personnel affecté dans la zone
Forces présentes dans la localité/zone	Les forces suivantes présentes dans cette sous préfecture de Paoua : • Un contingent CAMEROUNAIS de la MINUSCA, • Gendarmerie, • Police. Bien que présents dans la sous préfecture, les forces de défenses et de	Coordonner le notre plan de sécurité de MDA avec celui d'OCHA (UNDSS)

	sécurité nationale éprouvent un sérieux problème en effectif (Un commandant de Brigade de la Gendarmerie avec 4 Auxiliaires pour Paoua) et de personnel qualifié. La sous préfecture connaît aussi la présence des bandes armées (RJ et Factions dissidentes, Ex Seleka) et les non structurés (Peuls présumés armés, Braqueurs de route et Anti Balaka). Ces derniers réalisent du banditisme urbain très souvent pour des raisons de survie.	
Couvertures téléphoniques et internet de la zone	La zone est couverte par deux réseaux opérationnels à savoir : Telecel et Orange ; le réseau Moov RCA reste très perturbé. Il est donc possible d'utiliser internet des réseaux cités mais avec des perturbations récurrentes. Le partenaire PAM, offre un espace internet aux humanitaires selon des heures bien précises. En fonction du budget, certaines ONG internationales utilisent du VSAT pour la connexion internet.	Calibrer le dimensionnement internet en fonction du budget projet et utiliser les services des autres partenaires disponibles.
Possibilité d'évacuation	Possibilités d'évacuation terrestre envisageables : Paoua-Bangui, Paoua-Frontière Cameroun et Paoua-Frontière du Tchad. Possibilités d'évacuation aérienne : Paoua vers toutes destinations possibles Pour toute la communauté humanitaire, le seul point de rassemblement en cas de crise c'est le camp de la MINUSCA.	Coordonner le notre plan de sécurité de MDA avec celui d'OCHA (UNDSS)
Hôpitaux disponibles	Il existe un HGR à Paoua, un CS Urbain et un poste de santé Catholique. La plus part des localités avec des populations considérables disposent des Hôpitaux cependant, 19,4% des FOSA pillées, et d'autres dans un état délabré, sans médicament et personne qualifiés.	Prévoir un kit de secours sanitaire consistant avec une facilité d'évacuation vers Bangui.
Les quartiers insécurisés de la localité	La plus part des quartiers présentent une insécurité pendant la nuit,	Il est donc souhaité pour les humanitaires de restreindre leurs mouvements nocturnes dans ces quartiers, les promenades à pieds dans les quartiers pendant la nuit doivent être prohibées. L'implantation d'une base dans un permettre proche de la base MINUSCA serait un atout en cas de crise dans la localité.
Banque/transfert des fonds	Aucune banque n'est présente dans la zone, seul le secteur informel reste fonctionnel avec tous ses risques pour les transactions des grosses sommes.	Il est donc conseillé aux ONG de réaliser des approvisionnements internes avec l'empreint des vols humanitaires desser-

		vant Paoua.
Les moyens de transport	Le principal moyen de transport est la moto, la plus part des ONG disposent des moyens roulants tout terrain pour le transport des matériels et personnel. Il est possible de réaliser à Paoua la location des camions et véhicule, cependant l'offre reste très limité.	Disposer des véhicules tout terrain pour la mise œuvre du projet.
Gardiennage et sécurité des locaux	Aucune société de gardiennage n'est présente dans la zone, pour la sécurité des locaux, les ONG recrutent leurs propres gardiens et les forment.	Recruter et former des gardiens pour la protection des locaux MDA dans Paoua.
Perspective à court terme (Aggravation/amélioration de la crise)	Le passage des transhumances pendant cette saison sèche reste le principal risque sécuritaire. La présence de MISCA transformée en MUNISCA donne une lueur d'espoir pour la restauration de l'autorité de l'Etat.	Strict respect des règles internes de sécurité à MDA pour le personnel affecté dans la zone.

6. Résultats escomptés

Les résultats suivants ont été réalisés a la fin de cette mission :

- Les structures sanitaires de la zone sont évaluées
- Une cartographie des acteurs locaux et autres intervenant sur SGBV est en cours d'actualisation
- Les capacités logistiques des entreprises locales ont été jaugées
- Les possibilités d'implantation d'une base MDA dans la zone sont étudiées
- Les procédures sécuritaires internes de PAOUA sont en cours d'élaboration

6.1 Problèmes clés identifiés par section, par degré de sévérité

Clé pour le classement par degré de sévérité	Rouge				Problèmes clés identifiés (max de 3)	Recommandations
	Orange					
	Jaune					
	Vert					
Section	R	O	J	V		
Statut sanitaire et risques pour la santé		X			Forte présence de paludisme	Prévention communautaire et distribution des MII
		X			Maladies diarrhéiques et Parasitose intestinale	Renforcement de la surveillance épidémiologique surtout avec la menace d'épidémie de Cholera a la frontière avec le Cameroun
		X			IRA	Appui aux séances des sensibilisations
Structures et services sanitaires	X				Déplacement des personnels de santé qualifiés vers la capital pour raison de sécurité	- Appui en personnel qualifié de CS à réhabiliter et équiper - Renforcement des capacités des équipes locales existantes a
		X			Infrastructures détruites et pillées	Réhabilitation du CS Urbain ciblé par le projet Faire des cliniques mobiles
		X			Gratuité partielle de la prise en charge par les partenaires présents dans la ville	Mettre en place un mécanisme adapté à assise communautaire (Cogestion)

Autres (spécifier) _____					Une PEC médicale et psychosociale faite sans coordination des acteurs	Coordonner avec l'ensemble des acteurs présents les actions SGVB
-----------------------------	---	---	---	---	---	--

6.2. Liste de contrôle des services de santé disponibles

	Domaine/S-secteur			Services de sante	HGR	CSU	CSCAT
					O / N	O / N	O / N
C.soins communautaires	C0	Recueil stat vitales	C01	Naissances et décès	O	N	N
			C02	Autres statistiques	O	O	N
	C2	Sante de l'enfant	C21	Elément communautaire de la PCIME: IEC des personnes s'occupant d'enfants et recherche actives des cas	O	N	N
			C22	Traitement domicile fièvre, palu, des IRA-pneumonie et de la déshydratation due aux diarrhées aiguës	O	O	O
			C23	Mobilisation communautaire: vaccination/ administration des médicaments ou traitement en masse	N	N	N
			C31	Dépistage de la malnutrition (PB/MUAC)	O	O	N
			C32	Suivi des enfants d'UNS/UNT (observance, Gain pondéral, abandon, sortie, décès...)	O	N	N
			C33	PEC communautaire de la malnutrition	N	N	N
	C4	Maladie Transmissible	C41	Mobilisation communautaire: vaccination/ administration des médicaments ou traitement en masse	O	N	N
			C42	Lutte anti vectorielle (IEC+moustiquaires ILL+pulvérisation des maisons intérieure et extérieure	N	N	N
			C43	IEC de pathologies prioritaires (Palu, Rougeole, Choléra, TBC.	O	N	N
	C5	IST/VIH	C51	Sensibilisation des leaders communautaires	N	N	N
			C52	IEC/CCC IST-VIH	O	N	N
			C53	Accès gratuit aux préservatifs	N	N	N
	C6	Sante mat & neo nat	C61	Accouchement a domicile dans de bonnes conditions d'hygiène: distribution des Kits aux femmes visiblement enceinte, IEC/CCC, connaissance des signes d'alerte et connaissance sur les endroits ou s'adresser pour obtenir l'aide promotion de l'allaitement maternel	N	N	N
	C8	Maladie non transmissible, trauma et sante mentale	C81	Promotion de l'initiative personnelle en matière des soins, soins de sante de base et soutien psychosocial, dépistage et orientation des cas graves, suivi des personnes sortant d'hospitalisation et malades chroniques, mentaux et handicap	N	N	N
	C9	Sante environnementale	C91	IEC sur la promotion de l'hygiène, eau et assainissement, MOCO pour la campagne de nettoyage ou assainissement	O	N	N
SOINS DE SANTE PRIMAIRE	P1	Services cliniques généraux	P11	services soins ambulatoires	O	O	N
			P12	services Labo de base	O	N	N
			P13	Capacité d'hospitalisation de courte durée (5-10 lits)	O	O	N
			P14	Références des patients: procédures/ moyens de communication de transport	O	N	N
	P2	Sante de l'enfant	P21	PEV: vaccination systématique contre toutes les maladies ciblées et chaines de froid adéquat	O	O	N

		P22	Examen clinique des enfants <5ans par du personnel formé a la PCIME	O	O	O	
		P23	Dépistage sous/malnutrition (surveillance de la croissance, PB, P/T, T/Age	O	O	N	
	P3	Nutrition	P31	PEC MAM	O	N	N
			P32	PEC MAS	O	N	N
	P4	Maladies transmissibles	P41	Site sentinelle pour une alerte rapide en cas de MAPEPI et pour la riposte (système d'alerte précoce et riposte)	O	O	N
			P42	Diagnostic et traitement du paludisme,	O	O	O
			P43	diagnostic et traitement de la TBC,	O	N	N
			P44	diagnostic et traitement des autres pathologies transmissibles (choléra, trypanosomiase.....)	O	N	N
	P5	P5 IST-VIH/Sida	P51	PEC syndromique IST	O	N	N
			P52	Précautions standard: aiguille & seringues jetables, boîte de sécurité, équipements protection pers. Stérilisateurs	O	O	N
			P53	Accès gratuit aux préservatifs	N	N	N
			P54	Prophylaxie et traitement des infections opportunistes	O	N	N
			P55	Conseil et Dépistage VIH	O	N	N
			P56	PTME	O		
			P57	TAR	O	N	N
	P6	Sante mat et neo-nat	P61	PF	?	N	N
			P62	Soins prénataux: évaluation de la grosses, planification de la naissance et de mesures d'urgence, conseil nutrition et allaitement, initiative personnel soins et PF, traitements préventifs éventuels le cas échéants	?	N	N
					?	N	N
			P63	accouchement normal pratique par le personnel qualifie afin de garantir l'hygiène et la sécurité	O	N	N
			P64	Soins Obstétricaux d'urgence de base (SOUB): réanimation électrique + réchauffement+ prophylaxie oculaire+ coupure du cordon ombilical dans l'hygiène+ allaitement au sein exclusif et précoce	O	N	N
			P65	Soins Obstétricaux d'urgence complets (SOUC): administration par voie parentérale d'at+ocytociques/anticonvulsivant+extraction manuelle du placenta+évacuation de la cavité utérine par aspiration manuelle+accouchement par voie vaginale assiste 24h/24h et 7j/7j	O	N	N
					O	N	N
			P66	Soins après accouchement: examen de la mère et du N-Ne (jusqu'a 6 semaines), réponses aux signes observés, promotion de l'allaitement maternel, promotion PF	O	N	N
			P67	PEC complète de l'avortement: évacuation utérine manuelle ou de médicaments, prophylaxie antibiotique, traitement des complications, conseils en matière d'avortement, et de contraception après avortement.	O	N	N
	P7	VS	P71	PEC de survivants y compris psychologique	N	N	N
			P72	Contraception d'urgence	O	N	N
			P73	PPE des IST et de l'infection a VIH	O	N	N
	P8	Maladie non transmissible, trauma et sante mentale	P81	Soins aux blessés et PEC d'un gd nombre de victimes	O	N	N
			P82	Traitement HTA	O	N	N
			P83	Traitement Diabète	O	N	N

			P84	Soins de santé mentale: Soulagement de stress et d'anxiété aigue, PEC de troubles mentaux graves et courant en 1ere intention	O	N	N
					N	N	N
	P9	Santé environnementale	P91	Gestion et élimination des déchets liés aux soins en toute sécurité	O	O	N
S. soins secondaires et tertiaires	S1	Services cliniques généraux	S11	Services hospitaliers (médecine interne, pédiatrie, gynéco obstétricale)	O	N	N
			S12	Interventions d'urgence et programmées	O	N	N
			S13	Services de labo et service de SP	O	N	N
			S14	Banque de sang	?	N	N
			S15	Service de Radiologie	O	N	N
	S2	santé de l'enfant	S21	PEC des enfants gravement malade (voie parentérales, O2)	O	N	N
	S6	Santé mat et néo-natale	S61	Soins obstétricaux d'urgence complets: soins obstétricaux essentiels de base+césarienne+transfusion	O	N	N
	S8	Maladies non transmissibles trauma et santé mentale	S81	Réadaptation en cas de handicap et de traumatisme	?	N	N
			S82	Soins psychiatriques et soutien psychologique en ambulatoire	O	N	N
			S83	Services psychiatriques pour hospitalisation des cas aigus	N	N	N

7. Recommandations générales

Suite à l'évaluation terrain réalisée, tenant compte des échanges, de l'observation, de la revue documentaire, les recommandations suivantes sont à prendre en compte pour la contextualisation du projet :

Sur la PEC Médicale : Médecins d'Afrique commencera par installer une équipe (un médecin, un psychologue et sage-femme) au Centre de Santé Etatique de Paoua pour une prise en charge des victimes de violences sexuelles. Compte-tenu de la demande formulée par les autorités en place aussi bien administratives que sanitaires, demandes renforcées par les Agences des Nations Unies, Médecins d'Afrique envisagera d'élargir la PEC à d'autres catégories de patients. Les intrants devront alors être sollicités auprès des Agences onusiennes pour un appui consolidé.

Sur la PEC Psychosociale : elle s'articulera autour d'un réseau des relais communautaires issus des organisations locales. Nous identifierons alors des agents psycho-sociaux qui seront enrôlés dans les cellules d'écoute. Il va de soi que tous ces acteurs (RECO et agents psycho-sociaux) seront formés avant le déploiement sur le terrain. Les cellules d'écoute seront installées au CS et dans les quartiers de Paoua et villages environnants.

Sur la PEC Juridique : elle sera réalisée en lien avec la Mairie qui choisira le lieu le plus approprié en relation avec la police et la gendarmerie. Cette PEC juridique sera au départ sommaire car tout le système juridique de RCA est désorganisé. Concrètement, pour chaque victime qui le souhaitera, un dossier de base sera constitué, qui servira de point d'appui dans l'avenir si elle souhaite engager des poursuites ou faire valoir ses droits. Ce sont des ODH qui seront mobilisés pour cette activité importante. Un plaidoyer sera également conduit pour mettre en place un mécanisme de reconstruction des pièces d'identité et autres documents administratifs perdus dans les conflits, ainsi que pour la récupération de l'enregistrement des naissances.

Sur la réinsertion : certaines victimes sont hélas dans une situation sociale très difficile. Le projet envisage d'appuyer certaines d'entre elles dans les activités génératrices de revenus. Nous savons que cela va susciter des attentes énormes, des critères de vulnérabilités seront donc établis pour choisir les dossiers prioritaires. Pour les autres, un projet complémentaire sera étudié, sous forme de micro-crédits, aide à la formation professionnelle ou autre à définir.

Appui aux activités communautaires : En fonction des moyens mobilisés, une sensibilisation sur les VSBG sera assurée dans les localités environnantes en s'appuyant sur les relais communautaires qui auront été formés.

Sur la sécurité et logistique : Il est évident que pour optimiser l'intervention, il faudra investir sur des moyens roulants et de communication robustes. La situation sécuritaire étant mouvante, il faut nécessairement se caler sur les recommandations de OCHA et de la MINUSCA afin que les équipes déployées sur le terrain aient le maximum de sécurité. Il est indispensable également que l'équipe ait une base-vie dédiée et sécurisée.